

Les enseignants en grève. « Rien n'a été anticipé pour répondre à la situation de crise »

Peu suivi dans la rue, à Évreux, mardi 10 novembre, le mouvement de grève des enseignants a été l'occasion de réclamer des moyens humains et des mesures cohérentes pour travailler en toute sécurité.

Le contexte sanitaire n'est pas propice au combat social, mais les syndicats Force ouvrière (FO) et CGT de l'enseignement ont tenu à manifester, mardi 10 novembre, devant les locaux de l'inspection d'académie (solidaire du mouvement de grève, la FSU n'appelait pas à manifester physiquement). Que les enseignants soient ou non présents (on ne comptait qu'une cinquantaine de personnes, et les syndicats ignoraient le taux de grévistes dans les établissements), le mouvement national visait à afficher le ras-le-bol des enseignants. « **Il est important d'organiser un rassemblement, d'être visible et d'envoyer un message : les collègues sont à bout. Ils sont placés en difficulté alors qu'ils ont à coeur de bien faire leur travail** », pointe Laurent Baussier, le secrétaire départemental de la Fédération Force Ouvrière de l'Enseignement de l'Eure.

La situation « inquiétante » dans les lycées

Le représentant FO fustige la suppression programmée dans le budget 2021 de l'Éducation nationale de 1 800 postes dans le second degré, « **alors que la situation est la plus inquiétante dans les lycées. Les élèves sont constamment brassés, à l'exception des cours de philosophie et d'histoire. Ils auraient dû annuler la réforme des lycées** ». Laurent Baussier en est certain : « **On paye plusieurs décennies de suppressions de postes** ».

L'urgence des créations de postes

Les organisations syndicales avaient été reçues le matin même par Laurent Le Mercier, le directeur académique des services de l'Éducation nationale. « **Nous lui avons rappelé que la rentrée avait été préparée avec des suppressions de postes. Le virus nous présente la facture de cette situation** », poursuit Laurent Baussier. Mais les représentants syndicaux n'ont pas obtenu de réponse à ce qu'ils demandaient de façon urgente, des créations « **massives** » de postes, « **pour assurer la sécurité des élèves et des personnels** », et l'ouverture des listes complémentaires aux concours dans le

premier degré. Sur ce dernier point, « l'inspection dit avoir fait la demande au ministère mais n'a pas eu de réponse ».

« Le sentiment de ne pas être protégés »

« On nous demande de gérer une situation de crise, mais rien n'a été anticipé pour qu'on puisse faire face à la situation de crise. Aucun poste d'enseignant, de surveillant, d'assistante sociale, de médecin scolaire ou d'AESH supplémentaire », dénonce Laurent Baussier. Le ras-le-bol des enseignants trouverait aussi une source dans le sentiment de ne pas être protégés dans leurs fonctions. « Ils n'ont pas le sentiment que l'institution les protège, sanitaire, mais aussi statutairement », fustige le secrétaire FO Éducation. L'assassinat de Samuel Paty est encore dans toutes les mémoires, et le contrôle continu au baccalauréat, annoncé par Jean-Michel Blanquer, « expose les collègues à la pression des parents ».

Dès jeudi, les enseignants réuniront des assemblées générales pour décider de la suite à donner à ce mouvement. « Ça ne peut pas s'arrêter comme ça, parce qu'on n'a pas de réponse. »

Florent Lemaire



Une cinquantaine de personnes sont venues manifester devant l'inspection d'académie à Évreux, mardi 10 novembre.